[entretien rédigé en mai 1992 à la demande du journal « Le Monde », qui a ensuite refusé de le publier]

ENTRETIEN AVEC ALAIN DE BENOIST
SUR LA POLITIQUE FRANCAISE

1) *Quand le Front national a enregistré ses premiers succès électoraux, vous aviez souligné le « simplisme » de ses thèses mais vous estimiez qu'il ne s'agirait que d'un « feu de paille ». Or, depuis, certains de vos propres amis ont rallié le mouvement lepéniste, qui s'est ancré de plus en plus fermement dans la société française. Avez-vous perdu votre pouvoir intellectuel de séduction ?*

Je crois n'avoir jamais cherché à plaire. Voir quelques uns de ses amis faire des choix différents du vôtre est assez banal. Moi, je n'ai pas changé : les thèses du Front national m'apparaissent généralement consternantes, voire insupportables. Je m'efforce de le dire de façon loyale. Et je m'étonne qu'on ne trouve en général à opposer à Le Pen que des sophismes, des attaques *ad hominem* ou des comparaisons historiques douteuses. Cela me semble refléter un vide intellectuel inquiétant. Quant aux causes qui font perdurer le phénomène, elles sont maintenant bien connues. D'abord l'immigration, problème non traité avant Le Pen, et qui avec lui devient non traitable. Ensuite toutes les peurs, tous les fantasmes propres à la période de transition que nous vivons, que le Front national exploite en permanence. Enfin, la nullité de la classe politique, qui crée à son endroit une sorte de sympathie négative.

2) *Qu'est-ce qui vous paraît insupportable dans les thèses du Front national ?*

D'abord un discours relevant objectivement de la logique du bouc émissaire, qui consiste de façon très classique à faire porter à un groupe de population la responsabilité d'une situation dont les causes sont endogènes. Ce n'est en effet pas la faute des immigrés si les Français ne sont plus capables de donner au monde le spectacle d'une façon de penser, de faire et d'exister qui leur soit propre. Ce n'est pas la faute des immigrés si le lien social se défait, si l'homme devient étranger à sa propre nature, si l'on voit partout disparaître les modes de vie différenciés dans un monde où il n'y a plus d'autre signe distinctif que l'argent. Ce n'est pas la faute des immigrés si nous vivons dans l'idéologie de la marchandise et si le langage publicitaire devient le paradigme de tous les langages sociaux. J'ajoute que ce ne sont pas non plus les immigrés qui colonisent aujourd'hui notre imaginaire collectif. En vérité, ce n'est pas parce qu'il y a des immigrés que la France est menacée de perdre son identité. C'est plutôt parce qu'elle a perdu son identité qu'elle n'est plus en mesure de faire face et de résoudre le problème de l'immigration. En montrant du doigt les immigrés, on opère donc un gigantesque détournement d'attention. On masque les problèmes réels. Et, du même coup, compte tenu des arguments qu'on voit s'échanger, on archaïse et on bétonne dramatiquement le débat. Il y a là un terrible effet de miroir. D'un côté on diabolise l'immigration, de l'autre on diabolise Le Pen. D'où un psychodrame permanent, où un simulacre de fascisme s'échange contre un simulacre d'antifascisme. Non seulement on entre ainsi dans le 3e millénaire avec l'oeil fixé sur le rétroviseur, mais on ne peut même plus critiquer l'immigration sans être taxé de « lepéniste », ni se dire solidaire des immigrés sans être accusé de « cosmopolitisme ».

En fin de compte, on en arrive à l'échange des faits divers : « crimes racistes » contre « délinquance maghrébine ». Peur des immigrés contre peur des « vieux démons » : c'est vraiment le degré zéro de la réflexion.

Au-delà de la question de l'immigration, le coeur de la doctrine du Front national me semble résider dans la petite phrase qu'affectionne tant Le Pen : « Je préfère ma fille à ma cousine, ma cousine à ma voisine, etc. » Elle va plus loin qu'on ne le croit. Cette espèce de hiérarchie sociobiologique des dilections est en effet doublement absurde. D'abord on ne voit pas pourquoi l'échelle des préférences devrait être calquée sur la proximité génétique : pourquoi ne préfèrerais-je pas ma voisine à ma cousine si je trouve la première plus sympathique ! Mais la vraie question, sachant que la vie sociale et politique est faite de conflits, est celle-ci : que se passe-t-il s'il y a conflit entre ma cousine et ma fille ou ma cousine et ma voisine ? Il n'y a en fait que deux solutions. Ou bien je donne systématiquement raison à celle qui est la plus proche de moi. Et en ce cas, il n'y a plus d'éthique de la vérité. Tout serment, tout contrat se trouve du même coup disqualifié. Ou bien je m'efforce de juger de la vérité de la situation, et il se peut que je donne tort à ma fille contre ma cousine, ou à ma cousine contre ma voisine. Mais pour agir de la sorte, il faut que je dispose d'un principe excédant ma seule appartenance. On voit très bien que dans la logique du Front national, un tel principe n'existe pas. C'est d'ailleurs toute l'équivoque du nationalisme. De façon assez prophétique, Thierry Maulnier disait en 1938 : « En face des problèmes actuels du monde, le culte de la nation ne constitue pas en lui-même une réponse, mais un refuge, une effusion mystificatrice ou, pis encore, une redoutable diversion aux problèmes intérieurs ». Mounier, de son côté, remarquait qu'il ne sert à rien de combattre l'individualisme si c'est pour le reporter au niveau de la nation. Dans un cas comme dans l'autre, on ne sort pas de la métaphysique de la subjectivité, qui n'est souvent que le paravent de l'égoïsme social.

3) *Que pensez-vous de l'usage discriminatoire que le Front national fait du droit à la différence que vous avez vous-même contribué à vulgariser ?*

Le droit à la différence est un principe et, comme tel, il ne vaut que par sa généralité. Autrement dit, je ne suis fondé à défendre ma différence que pour autant que je reconnais et respecte celle d'autrui. A partir du moment où vous instrumentalisez ce droit pour opposer votre différence à celle des autres, au lieu d'admettre que celle des autres ne menace pas la vôtre, mais au contraire la renforce, à partir du moment où vous considérez la différence, non comme ce qui permet le dialogue mais comme ce qui légitime son refus, lorsque par conséquent vous posez la différence comme un absolu alors qu'elle n'existe par définition que dans la relation, vous retombez dans le nationalisme tribal, dans l'appartenance comme subjectivité pure. On en voit les effets directs dans les inconséquences d'un Le Pen qui, en France, fait profession de défendre les traditions des « indigènes », mais justifie le colonialisme en Nouvelle-Calédonie et décrit la coutume kanak comme « rétrograde », ou bien encore parle de Dieu dans ses discours, mais soutient qu'on ne peut être à la fois bon Français et bon musulman !

4) *Le Front national se fait aussi le champion d'un autre concept qui vous est familier : la défense de l'identité ?*

J'ai plutôt l'impression qu'il ne défend qu'une identité négative, fondée sur le rejet des immigrés. Il s'intéresse beaucoup à la question de savoir *qui* est Français, mais n'en évoque jamais une beaucoup plus fondamentale : *qu'est-ce qui* est français ? Il est vrai qu'on ne saurait répondre à cette question en tapant sur des bouteilles vides : Charles Martel, Jeanne d'Arc, etc. Parlant d'identité, je crois en fait que la meilleure distinction est celle que fait Paul Ricoeur entre identité *idem* et identité *ipse*. La permanence de l'être collectif au travers de changements incessants (identité *ipse*) ne saurait se ramener à ce

qui est de l'ordre de l'événement ou de la répétition (identité *idem*). Elle est au contraire liée à toute une herméneutique de soi, à tout un travail de narratologie, condition même de l'appropriation de soi, dans la mesure où ce travail fait apparaître un « lieu », un espace-temps qui configure un sens. « C'est l'identité de l'histoire racontée qui fait l'identité du personnage », dit Ricoeur. Défendre son identité, ce n'est donc pas se contenter d'une petite vulgate rituelle. C'est comprendre l'identité comme ce qui se maintient dans le jeu des différenciations. Et tenter de recréer les conditions dans lesquelles il est possible de produire un tel récit.

5) *Quelle est la bonne façon, à votre avis, de parler de l'immigration et de ses conséquences ?*

Le phénomène de l'immigration est lié historiquement à une phase d'expansion du capitalisme mondial et à un déracinement forcé dû aux difficultés structurelles du Tiers-monde. C'est donc un phénomène négatif, et que l'on aurait tort de croire inéluctable : on ne résoudra pas les problèmes du Maghreb en faisant venir en France un million de Maghrébins supplémentaires. Une saine approche de la question implique à mon sens, d'abord d'être concrètement solidaire des immigrés qui en sont les premières victimes (car ce sont eux qui risquent le plus d'y perdre leur identité), ensuite de développer une critique de fond de la logique capitaliste, enfin d'intensifier la coopération avec les pays du Tiers-monde, en les aidant à devenir autosuffisants et à rompre avec les mirages du « développement » tel que le conçoivent la Banque mondiale et le FMI.

L'immigration devrait par ailleurs nous amener à réfléchir sur les limites d'un modèle français d'Etat-nation qui, construit (avant comme après la Révolution) sur la ruine des identités régionales, en parfaite consonance avec un christianisme convertisseur et un occidentalisme déculturant, n'a jamais su intégrer que les individus dans un espace de légalité formelle, sans jamais rien proposer aux communautés désireuses de s'agréger comme telles à un ensemble plus vaste. Il s'agirait, en d'autres termes, de redécouvrir l'identité plurielle des peuples de France. Cela nous amènerait à distinguer citoyenneté et nationalité, et à ne pas confondre intégration et assimilation, comme à peu près tout le monde le fait aujourd'hui, de Le Pen à Poperen. Je pense pour ma part à une forme de communauté ouverte qui est le contraire de l'apartheid, et qui ne fait pas payer la nécessaire intégration du prix de l'oubli des origines. Le maintien des racines est un moyen de résister à la déshumanisation et à la surexploitation. A cet égard, peut-être pourrait-on méditer deux exemples bien différents. En premier lieu celui de l'immigration asiatique, et singulièrement de l'immigration vietnamienne, qui est un exemple à la fois de modèle communautaire et d'intégration réussie, grâce notamment au maintien de structures familiales fortes, lieu de transmission de l'héritage, mais aussi cause de meilleur travail à l'école, de moindre délinquance et de meilleure qualification professionnelle. L'autre est celui de la communauté juive, qui a parfaitement su s'intégrer tout en sachant résister à l'assimilation, c'est-à-dire en refusant de céder au chantage contenu, au moment de la Révolution, dans la célèbre phrase de Clermont-Tonnerre : « Tout pour les Juifs en tant qu'individus, rien pour les Juifs en tant que peuple ». Les critiques dirigées contre le modèle communautaire, qu'on qualifie un peu vite de « ghetto », ne sont d'ailleurs pas très différentes du reproche de « double allégeance » lancé traditionnellement contre les Juifs. Ceci pour dire que le dilemme assimilation ou exclusion est tout aussi inacceptable que celui qui nous somme de choisir entre l'idéologie du bunker et le monde des « cosmopotes », l'autochtone borné et le touriste universel.

6) *Mais si la France a perdu son identité, la faute à qui selon vous ?*

La faute au vaste mouvement d'homogénéisation techno-économique qui érode un peu

partout les identités collectives en produisant une nouvelle forme de détresse spirituelle, que Roger Garaudy dénomme très justement le « non-sens ». Cette généralisation du non-sens, c'est-à-dire du sentiment d'absurdité de la vie, au moment même où la question sociale revient à l'ordre du jour, témoigne à mon avis de l'échec des promesses des Lumières. L'idée d'un homme « maître et souverain de la nature » a abouti à l'arraisonnement technicien de la planète et à la dévastation du cadre de vie. La croyance au progrès n'a pas résisté au surgissement des totalitarismes modernes et aux désastres écologiques. La promotion de l'individu s'est traduite par la dissolution du lien social, la disparition de la convivialité organique, la solitude, l'anonymat de masse. Le modèle anthropologique le plus « normal » est désormais celui d'un individu prédateur, toujours à la recherche de son meilleur intérêt, d'autant plus étranger à ses semblables qu'ils sont pour lui autant de rivaux potentiels dans une compétition sans finalité, une fuite en avant vers le « toujours plus ». La relation sociale se réduit ainsi à un jeu d'intérêts au sein d'une société identifiée à un pur marché. « Personne ne supporte plus personne », disait récemment Roland Castro. Et parallèlement, d'un bout à l'autre de la planète, l'homme est de plus en plus confronté au même. Or, contrairement à ce que l'on dit parfois, ce n'est pas la peur de l'autre qui provoque le racisme, c'est au contraire la peur du même, la peur d'une indifférenciation toujours liée à la désagrégation sociale et qui suscite des rivalités mimétiques sans fin.

Parallèlement, la démocratie connaît une crise sans précédent qui la vide de son contenu : désertion civique, dictature du privé, crise de la représentation, hétéronomie de l'opinion, apathie généralisée, conformisme de masse, etc. On a voulu placer la vie des hommes sous le règne impersonnel de la loi. On a seulement remplacé des contraintes concrètes, identifiables, par la dictature abstraite d'un "on" anonyme, contre lequel il n'est même plus possible de se révolter. Jamais un aussi grand nombre de décisions n'ont été prises par des cooptés, au lieu de l'être par des élus. Dans ces conditions, comment une volonté générale pourrait-elle émerger, qui exprimerait l'identité de vues des gouvernants et des gouvernés ?

7) *Est-ce que vous ne versez pas à ce propos dans la facilité quand vous parlez de la « nullité » de la classe politique ?*

Je ne chante pas du tout sur l'air du « tous pourris » ! C'est d'ailleurs un air dangereux, car à force de dire que tout le monde est pourri, on finit par se dire : « pourquoi pas moi ? » Je pense même au contraire que nous avons en France une classe politique qui, malgré ses brebis galeuses, est d'une qualité plutôt meilleure que dans nombre de pays voisins. Ce ne sont donc pas les défauts des hommes qui expliquent leur nullité, mais le fait que ces hommes sont pris dans des contraintes de structure, dans un mouvement général qui leur fait pratiquement obligation d'être nuls. La négation du primat du politique, la place prise par l'instance médiatique, la façon dont l'argent comme équivalent universel entraîne l'affaiblissement et la neutralisation des convictions, les contraignent à recourir à un langage gestionnaire qui ne se transforme que trop souvent en langue de bois. Ce sont de moins en moins des hommes politiques, de plus en plus de simples techniciens de leur profession, dont la culture proprement *politique* est le plus souvent inexistante. Et en même temps, ils ont de moins en moins prise sur le concret. Dépendants de médias auxquels ne s'oppose aucun contre-pouvoir, impuissants devant les « changements de société » qui s'opèrent en amont, ils sont en outre progressivement dépossédés en aval de leurs prérogatives traditionnelles. N'est-il pas fascinant de voir comment ils sont d'autant plus rejetés par l'opinion qu'ils s'efforcent d'être « à l'écoute » de leurs concitoyens ? La vérité est qu'ils sont pris dans un immense mouvement de recentrage qui se traduit, pêle mêle, par l'effondrement du communisme, l'évanouissement des valeurs gaulliennes, le ralliement de fait des socialistes à un « libéralisme social », et que ce mouvement de recentrage, dont ils ne peuvent ou ne

veulent pas sortir, constitue précisément le terreau sur lequel Le Pen sème ses propositions simplistes. J'ajouterai que seuls les Verts me paraissent échapper pour l'instant à cette tendance : malgré certaines naïvetés, ils ont au moins le mérite de subvertir l'imaginaire capitaliste. D'une façon plus générale, nous voyons aujourd'hui s'affronter les *intérêts* et les *valeurs*. La différence, c'est que les valeurs ne sont pas négociables.

8) *Vous connaissez le remède contre ces phénomènes ?*

Il n'y a que les utopistes pour avoir des solutions toutes prêtes. Ce qui est sûr, c'est que si l'on veut remédier à la déstructuration du vouloir vivre ensemble, l'appel à la xénophobie n'est pas la meilleure solution ! Il s'agit au contraire de restituer le sens du don, de la gratuité, de la solidarité, dans une société qui tend de plus en plus à la réification des rapports sociaux, c'est-à-dire une société où l'homme se produit lui-même comme objet après avoir transformé tout ce qui l'entoure en artefact. Or, on ne recrée pas de socialité de façon autoritaire, à partir du haut. Pour remédier au déficit démocratique, on ne peut agir qu'à la base. Recréer une démocratie de base, fondée sur la participation de chacun, est certes plus facile à dire qu'à faire. Je ne vois cependant que cette solution : recréer sur les lieux de travail, sur les lieux d'habitation, des modes de vie producteurs de convivialité orientée dans le sens du bien commun. Non pas lancer un énième appel à la société civile, ce qui ne ferait qu'accentuer la dictature du privé, mais multiplier les espaces publics au sein desquels peut renaître une citoyenneté active.

9) *Et les intellectuels, ils ne servent plus à rien ?*

Je dois dire que je suis assez fasciné par l'actuel effondrement de la pensée critique. Les intellectuels étaient hier la mauvaise conscience de l'ordre en place. Nombre d'entre eux sont devenus la bonne conscience du désordre établi. Prêts à tout pour obtenir quelques miettes du gâteau médiatique, ils ne se rendent pas compte qu'ils scient du même coup la branche sur laquelle ils sont assis. Bien entendu, il ne faut pas généraliser. On doit aussi tenir compte du divorce entre les familles intellectuelles et les familles politiques. Les notions de « droite » et de « gauche » n'ont plus guère de pertinence quand il s'agit de qualifier le contenu des principaux essais qui paraissent aujourd'hui. Pour ce qui est du domaine des idées et du travail de la pensée, le schéma droite-gauche me semble d'ailleurs de plus en plus remplacé par une coupure entre le « centre » et la « périphérie », le premier correspondant à une idéologie dominante fonctionnant comme légitimation de l'ordre marchand, et la « périphérie » rassemblant tous ceux qui, quel que soit leur itinéraire propre, contestent l'axiomatique de l'intérêt et le mélange d'économisme, de productivisme et d'utilitarisme à quoi se ramène concrètement la société libérale. Dans cette « périphérie » peuvent se nouer des dialogues fructueux.

10) *Etablissez-vous un rapport entre la résurgence, dans notre pays, des attitudes « tribales » dont vous parlez et le réveil violent des nationalismes dans les pays de l'Est ?*

Ce sont à mon avis des phénomènes différents. A l'Est, c'est généralement en se raccrochant à leur identité nationale, culturelle ou religieuse, que les peuples ont pu résister à l'emprise communiste. La désagrégation du système soviétique, conduisant à passer d'un excès à l'autre, favorise maintenant un vaste mouvement centrifuge qui se traduit par des contestations irrédentistes dangereuses et désolantes. On aura garde d'oublier, néanmoins, que ces irrédentismes sont souvent la conséquences de découpages de frontières artificiels imposées par des traités internationaux. Ce n'est évidemment pas en proposant aux peuples de l'Est qui s'affrontent aujourd'hui de se transformer en « citoyens du monde » que l'on résoudra leurs problèmes. La solution ne peut être trouvée que dans le cadre d'un nouveau système de sécurité collective

intéressant l'ensemble du continent européen. Mais il faudrait pour cela que les Européens veuillent être à nouveau les sujets de leur propre histoire. Or, il n'est question aujourd'hui que d'une Europe à deux vitesses, où l'ancien rideau de fer communiste serait remplacé en quelque sorte par un rideau de fer capitaliste, rejetant les pays pauvres de l'Est européen dans les oubliettes de l'histoire...

11) *Précisément, pour vous qui plaidez depuis longtemps pour la construction d'une Europe « impériale », quel sens a le traité de Maastricht ?*

Il n'y a que deux modèles pour construire l'Europe : l'empire et la nation. La seconde, devenue un concept politique à partir de la Révolution, reste directement liée à l'individualisme comme valeur (Louis Dumont). Trop grande pour régler les petits problèmes, trop petite pour s'occuper des grands, elle est incapable en particulier de maîtriser l'expansion transétatique d'une sphère économique désormais mondialisée. L'empire, au sens le plus traditionnel du terme, me semble au contraire le seul modèle pouvant concilier l'un et le multiple : il est la politie qui organise l'unité organique de ses diverses composantes, tout en respectant leur autonomie. Citoyen européen de nationalité française, je fais donc partie de ces « fédérastes » dénoncés par Le Pen, qui croient à la possibilité de former en Europe une unité politique fédérative sur la base des peuples et des régions. L'inconvénient, c'est que je ne vois pas se dessiner à travers le traité de Maastricht une Europe autonome, politiquement souveraine, décidée à se doter de l'équivalent de ce que la doctrine Monroe a été pour les Etats-Unis, mais plutôt un fantôme d'Europe, une Europe du chômage, absente et impuissante, une zone de libre-échange gouvernée sur le plan théorique par des principes monétaristes ultra-libéraux et, sur le plan concret, par des fonctionnaires et des banquiers sans projet politique ni légitimité démocratique. L'équivoque de ce traité, c'est qu'il a finalement de quoi mécontenter aussi bien les tenants de la France seule, dont je ne suis pas, que les partisans d'une Europe intégrée, dont je suis. On parle par exemple de « transferts de souveraineté ». Je n'y serais pas hostile. Mais au bénéfice de quelle nouvelle instance souveraine ? Au bénéfice d'aucune, en sorte que les prétendus transferts ne sont pour l'heure que des abandons de souveraineté. A la vérité, on a mis la charrue avant les boeufs. On a cru qu'en créant un grand marché européen, on ferait apparaître une citoyenneté économique qui se muerait progressivement en citoyenneté politique. Aujourd'hui, on déchante. Et au lieu d'élargir le champ de la construction européenne, on s'emploie à adopter des critères qui vont à nouveau couper l'Europe en deux. On est donc dans l'impasse. Nietzsche disait : « L'Europe se fera au bord du tombeau ». Je crois pour ma part qu'elle se fera contre les Etats-Unis, ou qu'elle ne se fera pas.

12) *Certains craignent qu'elle ne soit dominée par l'Allemagne... Et vous ?*

Ne cherchons pas, là encore, un bouc émissaire pour excuser nos propres fautes. Si les Français se trouvent trop faibles par rapport aux Allemands, ils n'ont qu'à s'employer à être plus forts. L'Allemagne est ce qu'elle est, c'est-à-dire un grand pays. On n'en fera pas la principauté de Monaco. Dans les années qui viennent, assumant son rôle géopolitique normal, elle va tout naturellement organiser au centre de l'Europe sa sphère d'influence culturelle, économique et politique. Il serait avisé, plutôt que de s'en inquiéter, de chercher à lui faire contrepoids en assumant notre propre vocation, c'est-à-dire en organisant l'Europe du Sud, en association étroite avec les peuples riverains des deux bords de la Méditerranée. Malheureusement, la France, qui disposait pour ce faire d'atouts considérables, a gravement aliéné sa crédibilité par une politique arabe incohérente, qui a culminé dans son engagement aux côtés des Etats-Unis dans l'opération de police internationale que fut la guerre du Golfe. Je trouve cela désastreux car, n'ayant pas vocation à rentrer dans la sphère allemande, si nous ne sommes pas capables d'organiser la sphère méditerranéenne, nous risquons fort de devenir une simple tête de

pont du nouvel ordre américain.